

Désistement à l'heure de l'engagement : le Québec se désaffilie de l'Institut international du théâtre

Louise Vigeant

Number 107 (2), 2003

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/26150ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (print)

1923-2578 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Vigeant, L. (2003). Désistement à l'heure de l'engagement : le Québec se désaffilie de l'Institut international du théâtre. *Jeu*, (107), 8–10.

Éditorial

Désistement à l'heure de l'engagement : le Québec se désaffilie de l'Institut international du théâtre

Alors qu'à l'échelle mondiale se multiplient les efforts de regroupement pour résister à la mondialisation sauvage – qui se conjugue plus sur le mode américain qu'internationaliste –, alors que le Québec se fait entendre jusqu'à Porto Alegre pour défendre la diversité culturelle, alors même que de plus en plus de nos compagnies théâtrales jouent sur les scènes du monde, confirmant notre participation pleine et entière à la culture actuelle, voici que le Conseil québécois du théâtre a décidé de saborder le Centre québécois de l'Institut international du théâtre. Pourquoi ?

Rappelons d'abord des faits : l'Institut international du théâtre (IIT), une organisation non gouvernementale attachée à l'Unesco, existe depuis 1948, soit depuis l'immédiat après-guerre. Il « est né, au dire d'André-Louis Perinetti, qui en est le secrétaire général depuis 1984 et qui nous a accordé un fort instructif entretien en 1999¹, à la fois de la volonté de l'Unesco de fédérer les gens de théâtre et de celle de la communauté théâtrale internationale, qui, de tout temps, à travers les siècles, a tenté de développer des relations au-delà des frontières ». À sa création, l'Institut comptait huit centres nationaux ; cinquante ans plus tard, il y en avait quatre-vingt-dix. Tous ces centres travaillent « à une meilleure connaissance entre les individus » et s'activent tout particulièrement « dans le domaine de la reconnaissance des cultures » sur tous les continents.

Au cours des ans, l'IIT a créé le Théâtre des nations, l'Université du Théâtre des nations, la Journée mondiale du théâtre, la Journée internationale de la danse. De plus, il organise ou participe à quelque vingt-cinq activités annuellement partout dans le monde, que ce soit des colloques, des conférences ou des ateliers, activités des plus propices à ce que acteurs, dramaturges, metteurs en scène d'origines diverses travaillent ensemble à faire du théâtre un geste social et collectif d'importance pour les communautés, partout dans le monde, pour que la culture soit un bien commun, et en particulier dans les pays en voie de développement ou encore là où des conflits ont semé la méfiance et la haine entre les hommes. Voilà un lieu où le mot « solidarité » a encore un sens.

Les critères pour créer un centre étant « l'existence d'une langue, d'un théâtre à caractère professionnel (pas nécessairement dans le sens de "gagner sa vie" avec le théâtre, car cela éliminerait beaucoup de pays), d'une formation spécifique, d'une critique théâtrale et d'une recherche théâtrale² », le Québec a pu fonder le sien en 1979. Diane

1. Louise Vigeant, « Un théâtre pour la paix. Entretien avec André-Louis Perinetti », *Jeu* 92, 1999.3, p. 53-63.

2. *Art. cit.*, p. 57.



Miljours, aujourd'hui au Centre des auteurs dramatiques (CEAD), l'a dirigé jusqu'en 1988. Après un arrêt de dix ans, dû surtout à un manque de fonds pour son fonctionnement, le Centre québécois a repris vie grâce au Conseil québécois du théâtre. Ainsi était-ce depuis 1998 que le CQT, alors sous la férule de Dominique Violet, collaborait aux activités de l'IIT. Le Centre québécois, entre autres, a organisé les manifestations du 27 mars, consacré la Journée mondiale du théâtre, permettant ainsi aux Québécois de se joindre à un mouvement mondial de reconnaissance à l'égard des artistes du théâtre pour leur contribution à la qualité de la vie de leurs concitoyens.

En 1999, le Centre québécois a invité monsieur Perinetti à passer le 27 mars au Québec, pour la bonne raison que le secrétaire général de l'Institut avait alors une grande nouvelle à annoncer : Michel Tremblay avait été choisi pour écrire le message du 27 mars 2000, message qui allait être lu sur toutes les scènes du monde ce jour-là, selon la coutume. Lors de sa visite, monsieur Perinetti n'a pas manqué de souligner la qualité des activités proposées au public québécois pour venir à la rencontre des artisans du théâtre, précisant même qu'il allait se servir du Rallye montréalais, qui avait entraîné les jeunes d'un théâtre à l'autre, comme exemple de moyen d'éveiller la curiosité d'un nouveau public face au théâtre. Selon lui, ce type d'action, axé sur la découverte du théâtre, contribuait pleinement à l'atteinte des objectifs poursuivis par l'IIT.

Or, moins de trois ans après cet événement – car c'en est un, le nom de Michel Tremblay figurant maintenant sur une liste d'auteurs aussi importants que Wole Soyinka, Pablo Neruda, Arthur Miller, Eugène Ionesco, Peter Brook et Vaclav Havel, qui ont déjà rédigé ce texte de conséquence –, moins de trois ans donc après cette reconnaissance internationale, et après le succès de plusieurs journées du 27 mars qui nous ont permis de nous joindre à un mouvement mondial, voilà que le Conseil québécois du théâtre a fait savoir à l'Institut international du théâtre qu'il cesserait d'agir comme Centre québécois auprès de l'Institut.

Dans la lettre qu'elle a fait parvenir à monsieur Perinetti pour l'informer de la chose, et dont nous avons obtenu copie, la directrice générale du CQT, Raymonde Gazaille, écrit que « les praticiens de théâtre du Québec [ayant] construit un réseau de contacts à l'international extrêmement efficace et dynamique et qui répond directement à leurs besoins », le comité chargé d'analyser la pertinence du Centre québécois de l'Institut international du théâtre n'en voyait plus l'utilité. Or, c'est précisément ici que nous voulons intervenir afin de faire connaître notre profond désaccord avec cette interprétation du rôle du Centre.

Le Centre n'est pas un organisme voué aux tournées. Il n'est pas là pour rendre des services aux compagnies mais bien pour être un lieu de rassemblement et d'échanges entre gens de théâtre soucieux de s'entraider pour faire de l'activité théâtrale un moyen pour les hommes de mieux se comprendre et s'exprimer. Le Centre québécois faisait partie d'une mouvance mondiale à laquelle il doit continuer de participer. Si certains centres liés à l'Institut sont plus actifs que d'autres, en Asie ou en Afrique, par exemple, c'est que d'aucuns ont compris que c'est par le soutien à des communautés que le progrès est possible. L'Institut travaille auprès de populations, tant sur le plan artistique qu'éducatif, pour que l'activité théâtrale soit vraiment un acte social et non seulement un divertissement fourni par « l'industrie culturelle ». C'est le type d'engagement que nous devons continuer à soutenir par tous les moyens.



André-Louis Perinetti, entouré d'Agnès Maltais (alors ministre de la Culture), Dominique Violet (de dos, directrice générale du CQT à l'époque), Michel Tremblay, invité à écrire le message de l'an 2000 lors de la Journée mondiale du théâtre, et Alain Fournier, alors président du CQT, qui avait pris en charge le Centre québécois de l'Institut international du théâtre.

Photo: Martine Doyon.

Et si le Centre n'est pas assez « dynamique » (ou ne l'est plus ?), ce n'est certes pas la faute de l'Institut qui ne « répond plus à des besoins », mais plutôt celle du Centre lui-même dont doivent émaner les projets. Il n'en tient qu'à nous de participer pleinement à la mission de l'Institut international du théâtre. Madame Gazaille évoque aussi des questions pécuniaires pour fermer les portes du Centre : comme le CQT a déjà des difficultés à pouvoir soutenir ses propres travaux, on a voulu récupérer les sommes allouées à la cotisation annuelle à l'IIT³. Sur ce plan, il nous est difficile de nous prononcer sinon pour dire que nous voyons là la preuve que la cohabitation du CQT et du Centre ne constituait peut-être pas le meilleur des mariages. Les deux organismes ayant des intérêts différents, il était certainement délicat de faire la part des choses. Le problème repose peut-être sur le fait que personne ne pouvant précisément et exclusivement être affecté au dossier du Centre, ce dernier n'a pu se développer de manière indépendante et efficace.

À l'Unesco, depuis peu – et le Québec a joué un rôle majeur dans ce dossier –, un comité a été mis sur pied pour la défense de la diversité culturelle. Tous les pays ont intérêt à ce que ce mouvement prenne de l'ampleur, il y va de la survie de la différence et du respect de la créativité de chacun. Et, question de ne pas tomber dans le travers contraire, c'est là aussi que nous pouvons combattre la tendance au repli culturel national, conséquence indésirée de la lutte contre la mondialisation. Pourquoi se retirer d'un organisme attaché à de telles luttes, alors que nous devrions y jouer un rôle encore plus important dans la recherche d'outils pour protéger et renforcer la culture, partout dans le monde ?

Au sein de la Francophonie, le Québec a aussi contribué à ce que ce rassemblement ne soit plus seulement un « club » sélect, mais bien un lieu de revendications avec un pouvoir politique de plus en plus grand. Ainsi, il est indispensable que nous soyons partout, dans tous ces lieux de discussion et d'intervention où nous pouvons faire valoir des idéaux de démocratie et d'universalité auxquels nous croyons. Pourquoi le Centre québécois ne pourrait-il pas jouer un rôle sur la scène internationale, et ce non pas tellement pour se faire valoir mais pour aider les autres à avoir accès à la culture, comme nous pouvons en jouir nous-mêmes ?

Finalement, nous aimerions lancer un appel au milieu théâtral pour que les choses n'en restent pas là. Si le CQT ne peut plus, pour les raisons qui lui appartiennent, être le point d'attache du Centre québécois de l'Institut international du théâtre, cela ne devrait pas sonner le glas de l'existence même du Centre. Peut-on imaginer la renaissance du Centre sur de nouvelles bases, avec un petit comité de personnes intéressées aux objectifs de l'IIT (qui ne sont pas, rappelons-le, seulement d'organiser des colloques pour théoriciens du théâtre ni des tournées pour des spectacles mais de participer à l'émergence et au développement d'une pratique théâtrale au service de sa communauté), comité qui pourrait trouver les subventions nécessaires à son fonctionnement en dehors des organismes déjà existants, qui ont chacun leurs intérêts à défendre ? Ne peut-on imaginer un Centre autonome ?

LOUISE VIGEANT

3. Il s'agit d'une cotisation de 2 000 \$. Tout étant relatif, on peut trouver le montant minime pour participer à une organisation internationale reconnue par l'Unesco, comme on peut le trouver important dans un budget restreint !

Pourquoi le Centre québécois ne pourrait-il pas jouer un rôle sur la scène internationale, et ce non pas tellement pour se faire valoir mais pour aider les autres à avoir accès à la culture, comme nous pouvons en jouir nous-mêmes ?